

# L'éducation aux migrations permet de recréer les solidarités indispensables pour agir sur les fragilités de notre société

Un collectif d'associations engagées dans l'éducation aux migrations et de chercheurs spécialisés dans l'étude des phénomènes migratoires dénonce les amalgames entre immigration, migrants, communautarisme, islam et terrorisme

Suite aux chocs successifs des attaques terroristes, la France subit un traumatisme émotionnel et doute de son modèle d'intégration. Inquiets de la diffusion, dans les discours politiques et médiatiques, des amalgames visant les migrants, considérés comme suspects par nature, nous, acteurs engagés dans l'éducation aux migrations, portons une autre approche, basée sur le discernement et la rencontre des populations.

Nous ne sommes pas naïfs : l'usage de la terreur à des fins idéologiques, politiques ou religieuses ne cessera pas dans l'immédiat. Mais, pour que notre société puisse traverser ces épreuves douloureuses, elle doit gagner en empathie et permettre l'inclusion de tous.

Bien qu'elle ne soit pas la cible principale des terroristes, la France paie un lourd tribut. Six ans après les attentats de 2015, elle est toujours frappée par des fanatiques se revendiquant de l'islam. Différentes tragédies, une même justification : punir un pays où la liberté d'expression et la laïcité sont le socle républicain. Cette violence vise à nous terroriser, à nous diviser, nous ne la minimisons pas. Comme toutes les formes d'intégrisme, l'islamisme cherche à anéantir notre capacité à faire société et

pousse nos dirigeants vers des politiques perçues comme discriminantes, qui alimentent les extrémismes de tous bords.

La mécanique de certains discours politiques et médiatiques établit un lien systémique entre islam, islamisme, immigration, insécurité et terrorisme, qui s'ancre dans nos représentations. Pourtant, aucune causalité entre ces notions ne peut être démontrée. Les phénomènes de terrorisme sont présentés comme massifs, or ces individus dangereux ne sont que des dizaines au regard des 14 millions de Français d'origine immigrée, des 5 millions de musulmans sur le territoire, des milliers de demandeurs ou de bénéficiaires de l'asile. Rappelons que les trois quarts des auteurs d'actes terroristes sont français.

## Stigmatisation

Sous l'effet du traumatisme collectif, ces raccourcis renforcent la stigmatisation des migrants, des réfugiés, de ceux perçus comme « l'autre ». Parce que les auteurs des crimes sont étrangers ou descendants d'immigrés et disent agir « au nom de l'islam », tous les immigrés, tous les supposés musulmans deviendraient suspects ? Succomber à ces peurs, c'est infliger une punition collective. L'appel au djihad, en libre-service

sur les réseaux sociaux, se joue des frontières et la seule surveillance du Web ne saurait stopper sa diffusion. Enfin, la rhétorique de l'ennemi intérieur peut conduire à suspecter toute personne appartenant à une minorité visible.

Déconstruire ces amalgames mortifères n'est en rien excuser. Nous appelons au contraire à dénoncer l'islamisme et les violences, symptômes d'une époque où règnent discriminations, racisme, confusion, défiance et infox. Faire entendre des arguments rationnels est complexe, en raison des préjugés enracinés, confortés par des discours manipulant les faits.

Quand nos concitoyens sont tiraillés entre fidélité aux principes d'accueil et peur de ne plus avoir les moyens d'inté-

grer, il est urgent de comprendre les migrations ; particulièrement dans une société qui résulte de la diversité. Cette appropriation collective, citoyenne, nous l'appelons éducation aux migrations.

Nous sommes nombreux à être acteurs de l'éducation aux migrations. Nos principes constitutionnels sont garants du droit à l'instruction et à l'enseignement supérieur pour tous, contribuant à l'intégration des migrants par la qualification et l'accès à l'emploi. Nos enseignants font vivre la citoyenneté, la laïcité et la fraternité, mais sont insuffisamment formés à la pédagogie des valeurs républicaines. Il nous faut renforcer l'école en développant l'enseignement des faits migratoires et religieux, démocratiser des dispositifs comme « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants », adressés aux parents primo-arrivants.

## Initiatives citoyennes

L'audit de la recherche prouve l'abondance des travaux sur les migrations. Ils permettent d'objectiver ces phénomènes et doivent être démocratisés sans instrumentalisation. C'est le propos d'initiatives citoyennes qui se mobilisent pour apaiser le débat public en contrant les infox.

L'éducation aux migrations est aussi portée par des élus locaux, confrontés à la montée des intolérances et en prise avec des réalités complexes : mineurs étrangers, logement, lutte contre la ségrégation urbaine et sociale résultant de politiques ayant produit un « séparatisme » imposé et subi dans certains territoires. De nombreuses communes s'engagent pour l'accueil inconditionnel.

L'éducation aux migrations résulte de coopérations pluri-acteurs – chercheurs, élus, éducation populaire – convaincus que le développement de l'esprit critique est le socle d'une citoyenneté active. Ces dynamiques émergentes prennent la forme de dispositifs pédagogiques variés (ateliers, formations, expositions, conférences, films), encore trop confidentiels.

Le terrorisme islamiste vise à ériger des murs entre Français et étrangers, croyants et non-croyants, entre les musulmans et les autres. L'éducation aux migrations ne constitue pas une réponse à la violence djihadiste, certes. Mais elle travaille en profondeur afin de recréer les solidarités indispensables pour agir sur les fragilités de notre société. Si elle permet de (ré) activer notre sentiment d'appartenance à une humanité commune, alors nous aurons fait un grand pas vers une société plus humaine et moins perméable aux obscuritismes. ■



**FAIRE ENTENDRE DES ARGUMENTS RATIONNELS EST COMPLEXE, EN RAISON DES PRÉJUGÉS ENRACINÉS, CONFORTÉS PAR DES DISCOURS MANIPULANT LES FAITS**

## Premiers signataires :

**Marie-José Bernardot**, présidente de Désinfox-Migrations ; **Henry Masson**, président de la Cimade ; **Nathalie Porte**, responsable du programme national « Un univers citoyen » d'e-graine ; **Mackendie Toupoussant**, président du Forum ; **Marie-Christine Vergiat**, vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme ; **Catherine Wihtol de Wenden**, directrice de recherche émérite au CNRS. Liste complète des signataires sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)